

Jugement N°88/19/CJ/SII/TCC

du 11 avril 2019

-----

Rôle Général

BJ/TCC/2018/0694

-----

Augustin HOUNSOSSOU  
(*Me Césaire SANVI*)

C/

Société ELITE GROUP BTP SA  
(*Me Zakari BABA BODY – Alexis  
DEGUENON – Irené GASSI*)

-----

OBJET

Paielement

## REPUBLIQUE DU BENIN

### TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

#### SECTION II

#### CHAMBRE DE JUGEMENT

#### COMPOSITION

**Président** : Romain KOFFI

**Assesseurs** : Eric ASSOGBA et Cyprien TOZO

**Ministère Public** : Mario Elonm METONOU

**Greffier** : Louis K. HOUNGBO

Débat le 21 mars 2019 ;

Jugement en premier ressort prononcé à l'audience  
publique du 11 avril 2019;

#### PARTIES EN CAUSE

##### DEMANDEUR :

**Augustin HOUNSOSSOU**, de nationalité béninoise,  
promoteur de l'Etablissement « BENIN-GRANITES »  
dont le siège social est sis à Parakou, quartier Okédama, à  
l'entrée de la ville de Parakou, avant le carrefour Hubert  
MAGA, dans la VONS de l'EPP Okédama, Tél : 97 07 44  
59 / 95 52 24 82 demeurant et domicilié ès qualité audit  
siège ;

*Assisté de Maître Césaire SANVI, Avocat au Barreau du Bénin ;*

##### DEFENDERESSE :

**Société ELITE GROUP BTP SA**, dont le siège social est  
sis dans la commune d'Abomey – Calavi, arrondissement  
de Godomey quartier Cocotomey, PK 15 Route de Ouidah,  
rue en face de l'Ecole « LA PLENITUDE », immatriculée  
au registre de commerce sous le numéro 2004-B 0666,  
n°IFU 32008008841 du 29 mai 2008, 03 BP 2714 Jéricho,

Tél : (229) 21 35 28 13 / 95 06 46 74 prise en la personne de son Président Directeur Général ;

*Assistée de Maîtres Zakari BABA BODY, Alexis DEGUENON et Irené GASSI, Avocats au Barreau du Bénin ;*

## **LE TRIBUNAL,**

Vu les pièces du dossier ;  
Où les parties en leurs moyens et prétentions ;  
Après en avoir délibéré ;

Par acte du 08 novembre 2018, Augustin HOUNSOSSOU a attrait devant le tribunal de commerce de Cotonou, la Société ELITE GROUP BTP SA, pour obtenir le remboursement de la somme de 7.422.975FCFA, le paiement de 3.500.000FCFA à titre de dommages – intérêts ainsi que l'exécution provisoire sur minute ;

Au soutien de son action, Augustin HOUNSOSSOU expose qu'il a conclu un contrat de livraison de granite avec la Société NATRAC SA et a installé un site de concassage de granite non loin du chantier de la Société NATRAC SA dans le cadre de la construction du pont à fond à Crocandé sur la route de Ouassa Péhoumko dans la commune de Djougou ;

Qu'il a produit trois types de granite mais la Société NATRAC SA n'a accepté que deux types ;

Que le troisième d'un volume de 424,17mètre cubes et d'une valeur de 7.422.975FCFA est resté sur le site ;

Que le marché a été retiré à la Société NATRAC SA et confié à la Société ELITE GROUPE BTP SA dont les agents ont entièrement ramassé le tas de granite ;

Qu'il a interpellé la Société NATRAC SA qui a décliné toute responsabilité ;

Que la Société ELITE GROUP BTP SA s'est excusée et a promis régler la facture ;

Qu'il a intérêt et qualité à agir contre celle – ci ;

En réplique, la Société ELITE GROUP BTP SA soulève l'irrecevabilité de l'action de Augustin HOUNSOSSOU au motif que les matériaux restants sur le chantier ont été payés à la société NATRAC SA par l'Etat béninois ;

Que seul l'Etat béninois peut revendiquer la restitution des matériaux ou le paiement de leur prix ;

Que Augustin HOUNSOSSOU ne justifie pas sa propriété sur les granites concassés ;

Qu'elle n'est pas liée à une transaction relative à ces granites concassés ;

Que l'assignation est nulle en ce qu'un Etablissement ne saurait avoir un siège social ;

Que le domicile de Augustin HOUNSOSSOU n'est pas indiqué dans l'assignation ;

Qu'elle n'a aucune relation avec celui – ci et ses granites lui ont été livrées depuis SETTO ;

Que les dommages – intérêts sollicités par celui – ci ne sont pas justifiés ;

Qu'elle sollicite la condamnation de Augustin HOUNSOSSOU au paiement de la somme de 2.000.000FCFA pour procédure abusive ;

### **1- Sur la nullité de l'assignation**

Attendu que la loi n° 2008-07 du 28 février 2011 portant code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes dispose en son article 193 :

*« Aucun acte de procédure ne peut être déclaré nul pour vice de forme si la nullité n'en est pas expressément prévue par la loi, sauf en cas d'inobservation d'une formalité substantielle ou d'ordre public.*

*La nullité ne peut être prononcée qu'à charge pour l'adversaire qui l'invoque de prouver le grief que lui cause l'irrégularité » ;*

Attendu que la Société ELITE GROUP BTP SA a comparu et a accédé à tous les éléments du dossier ;

Qu'elle n'a subi aucun grief du fait de l'absence d'indication du domicile de Augustin HOUNSOSSOU ;

Qu'il y a lieu de rejeter la nullité soulevée ;

## **2- Sur le paiement sollicité**

Attendu que l'existence du tas de granite objet de la demande de Augustin HOUNSOSSOU n'est pas prouvée au dossier ;

Que sans justifier l'existence du tas de granite sur le chantier au moment de la reprise des travaux par la Société ELITE GROUP BTP SA, aucune réclamation y relative ne peut être adressée à celle – ci ;

Qu'il y a lieu de rejeter la demande de condamnation formulée par Augustin HOUNSOSSOU ;

## **3- Sur les dommages – intérêts sollicités par la Société ELITE GROUP BTP SA**

Attendu que l'action en justice qui est un droit, ne dégénère en faute susceptible de générer des dommages – intérêts que si elle est exercée dans une intention de nuire ;

Attendu que l'action de Augustin HOUNSOSSOU ne traduit en rien une telle intention ;

Qu'il y a lieu de rejeter la demande de condamnation à des dommages – intérêts formulée par la Société ELITE GROUPE BTP SA ;

**PAR CES MOTIFS**

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;

- Reçoit Augustin HOUNSOSSOU en son action ;

- Rejette la demande d'annulation de l'acte introductif d'instance du 08 novembre 2018 ;

- Rejette également la demande de condamnation au paiement formulée par Augustin HOUNSOSSOU contre la Société ELITE GROUP BTP SA ;

- Déboute celle – ci de sa demande de condamnation à des dommages – intérêts ;

- Condamne Augustin HOUNSOSSOU aux dépens.

ONT SIGNE

**LE GREFFIER**

**LE PRESIDENT**